



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Semaine du 20 novembre 2023

### Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : Air Liquide et Sasol signent de nouveaux contrats pour la décarbonisation du site de Secunda (*Agence Ecofin*)
- **Angola** : La Banque centrale augmente son taux directeur à 18,5% (*Banco Nacional de Angola*)
- **Zambie** : La Zambie et le FMI trouvent un accord sur la seconde revue de la facilité élargie de crédit FMI (*FMI*)

### Zoom sur la demande industrielle pour le platine qui atteint un sommet historique

Dans son dernier rapport sur les tendances du marché publié le 21 novembre, le World Platinum Investment Council (*WPIC*) a confirmé que le platine a bénéficié d'une demande industrielle exceptionnelle, avec une hausse de 14% en 2023.

En conséquence, la demande industrielle atteint un niveau record à 2,65 millions d'onces, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré. Cette dynamique exceptionnelle ne semble pas devoir s'arrêter, bien au contraire, puisqu'il est anticipé que le platine soit le 3<sup>ème</sup> métal le plus demandé par les industriels en 2024. C'est un signal très positif pour le secteur minier sud-africain, qui concentre environ 75% de la production mondiale. Le Zimbabwe est de son côté le troisième producteur mondial.

Cette croissance est alimentée par d'importantes extensions de capacité dans le secteur du verre (+50 %, soit +251 milliers d'onces) et dans le secteur chimique (+10 %, soit +68 milliers d'onces), qui ont compensé la baisse de la demande sur les marchés de l'électricité (-13 %, soit -14 milliers d'onces) et du pétrole (-12 %, soit - 23 milliers d'onces). Enfin, la forte reprise de la demande de platine pour l'industrie automobile qui devrait augmenter de 14 % en 2023 pour atteindre son niveau le plus élevé en six ans, soit 3,26 millions d'onces, grâce à une augmentation de 8 % de la production mondiale de véhicules légers et de 10 % de la production de véhicules lourds est un autre facteur explicatif de cette tendance. Des réglementations plus strictes en matière d'émissions, en particulier en Chine, ont également stimulé la demande car le palladium est notamment utilisé pour la production de pots catalytiques.

Un autre phénomène noté par le WPIC est la croissance continue de la substitution du platine par le palladium. On estime que le remplacement du platine par le palladium atteindra environ 620 milliers d'onces cette année, contre 385 milliers d'onces en 2022.

### Le chiffre du mois :

#### LE CHIFFRE A RETENIR

# 5,9%

Taux d'inflation annuel en  
Afrique du Sud au mois  
d'octobre 2023 (*StatsSA*)

## Sommaire :

### Afrique Australe :

- Des multinationales, dont une française, se positionnent sur le marché du chemin de fer Trans-Kalahari entre la Namibie et le Botswana (*Agence Ecofin*)

### Afrique du Sud :

- Air Liquide et Sasol signent de nouveaux contrats pour la décarbonisation du site de Secunda (*Agence Ecofin*)
- La Banque centrale maintient son taux directeur alors que l'inflation atteint 5,9% au mois d'octobre (*Resbank, StatsSA*)
- L'agence de notation S&P Global maintient sa notation souveraine à BB- (*S&P Credit Rating*)
- L'indice de confiance des entreprises recule au troisième trimestre (*RMB*)
- La KfW octroie un prêt de 500 MEUR au gouvernement sud-africain (*KfW*)

### Angola :

- Lancement de l'appel d'offres pour l'exploitation du nouvel aéroport international de Luanda (*Agence Ecofin*)
- La Banque centrale augmente son taux directeur à 18,5% (*Banco Nacional de Angola*)

### Botswana :

- La société minière chinoise MMG acquiert la mine de cuivre de Khoemacau pour 1,9 Md USD (*Agence Ecofin*)

### Malawi :

- La Banque mondiale accorde une garantie de financement de 60 MUSD pour des importations critiques (*Banque mondiale*)

### Mozambique :

- La croissance accélère à 5,9% au troisième trimestre (*INE*)

### Namibie :

- Le gouvernement présente son budget intermédiaire pour l'exercice 2023/24 (*Parlement*)

### Zambie :

- La Zambie et le FMI trouvent un accord sur la seconde revue de la facilité élargie de crédit FMI (*FMI*)
- La Banque centrale remonte ses taux directeur (*Bank of Zambia*)

## Afrique Australe

### **Phase préliminaire de l'appel d'offres du chemin de fer Trans-Kalahari entre la Namibie et le Botswana (Agence Ecofin)**

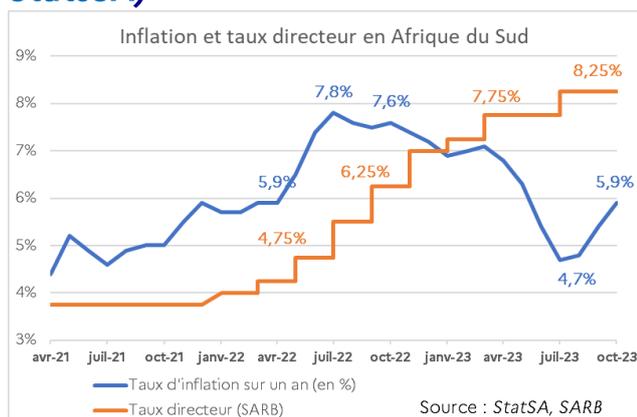
Le projet du chemin de fer Trans-Kalahari entre la Namibie et le Botswana, qui s'inscrit dans un corridor global allant du port de Walvis Bay (Namibie) à la province du Gauteng en Afrique du Sud (Johannesburg, Pretoria), amorce sa phase préliminaire à la sélection des adjudicataires du marché. En effet, 12 compagnies, dont le français NGE Contracting, ont exprimé leur intérêt pour participer à ce projet de construction ferroviaire. On peut également citer le groupe égyptien Oрасom Construction, la firme chinoise China Civil Engineering Construction Corporation, Lesedi Nehawu Investment JV d'Afrique du Sud, l'entreprise indienne Rail Vikas Nigam Limited, ainsi que diverses entreprises sud-africaines et namibiennes. La prochaine étape est la phase de préqualification qui se déroulera de décembre à février. L'appel d'offres sera lancé en mars et la phase de construction devrait débuter en janvier 2025 pour une mise en service d'ici 2030. Annoncé il y a plus d'une décennie, le projet de chemin de fer devrait faciliter le transport de 14 millions de tonnes par an au cours de la première année d'exploitation, avec le potentiel d'atteindre 56 millions de tonnes par an d'ici sa 30<sup>ème</sup> année de service selon les documents de l'appel d'offres. Ce projet devrait coûter plusieurs milliards de dollars et s'étendre sur une distance de 1 500 kilomètres, allant de Mmamabula au Botswana jusqu'à sa destination finale, Walvis Bay, afin d'acheminer le charbon et le cuivre depuis le Botswana qui souffre de sa position de pays enclavé, limitant son potentiel de producteur de matériaux critiques.

## Afrique du Sud

### **Air Liquide et Sasol signent de nouveaux contrats pour la décarbonisation du site de Secunda (Agence Ecofin)**

Air Liquide et Sasol ont signé des contrats de long terme (PPA) avec le fournisseur d'énergie éolienne et solaire Mainstream Renewable Power, dont le siège est à Dublin, pour une capacité totale de 97,5 MW d'énergie renouvelable destinée au site de Sasol à Secunda. A Secunda, Air Liquide exploite le plus grand site de production d'oxygène au monde, destiné à approvisionner le site de Sasol. Air Liquide avait racheté à Sasol les 16 unités de production d'oxygène de ce dernier à Secunda et les exploite depuis juin 2021, dans le cadre d'un contrat de fourniture à long terme avec ce partenaire de longue date. En incluant une autre unité de séparation des gaz de l'air (ASU) que le Groupe opérait déjà pour Sasol, Air Liquide exploite un total de 17 ASU à Secunda, pour une capacité totale de 47 000 tonnes d'oxygène par jour. Il s'agit de la troisième série de PPAs signés par Air Liquide et Sasol, après ceux annoncés au premier trimestre 2023 avec Enel Green Power et avec TotalEnergies et son partenaire Mulilo. Ces contrats représentent des capacités totales de 580 MW en électricité renouvelable. Dans le cadre de ces PPAs avec Air Liquide et Sasol, Mainstream créera une entreprise locale. Cette société construira une ferme solaire dans la province du Free State qui devrait être opérationnelle en 2025 afin de fournir à long terme de l'énergie renouvelable à ces deux nouveaux clients. Ces PPAs contribueront à l'objectif d'Air Liquide de réduire de 30 % à 40 % les émissions de CO2 liées à la production d'oxygène à Secunda d'ici 2031. L'ambition d'Air Liquide est de soutenir activement le développement des énergies renouvelables en Afrique du Sud. De son côté, Sasol s'est engagée à poursuivre l'approvisionnement en énergie renouvelable comme levier clé pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et a réalisé des progrès significatifs en achetant plus de 600 MW, selon ses responsables.

## La Banque centrale maintient son taux directeur alors que l'inflation atteint 5,9% au mois d'octobre (Resbank, StatsSA)



Le comité de politique monétaire de la banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank – SARB*) a décidé, à l'unanimité, de maintenir son taux directeur à 8,25% lors de sa réunion du 23 novembre. Cette décision intervient alors que l'inflation a atteint 5,9% sur un an au mois d'octobre, après 5,4% au mois de septembre, d'après les données de *Stats SA*. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont « les denrées alimentaires » (+8,7%, soit une contribution positive de +1,6 point), les « logement, eau et électricité » (+5,5%, soit +1,3 point) et les « transports » (+7,4%, soit +1,1 point) – en lien avec la hausse des cours pétroliers (+11,2% en octobre, après +1,5% en septembre). L'inflation moyenne devrait ainsi s'établir à 5,8% sur l'année 2023, après 6,9% en 2022, s'inscrivant donc dans la fourchette cible de la SARB (3 à 6%). La Banque centrale précise toutefois, dans son communiqué, qu'elle souhaite pour l'instant maintenir une politique monétaire restrictive en raison des risques d'accélération des pressions inflationnistes – impact du phénomène climatique El Niño sur les récoltes qui pourrait amener une pression sur les cours des céréales, nouvelle hausse anticipée des cours du pétrole au niveau mondial, progression des tarifs de l'électricité et des coûts logistiques au niveau domestique. Elle a par ailleurs légèrement révisé ses prévisions de croissance à la hausse (+0,8% pour l'année 2023, soit +0,1 point par rapport aux estimations du mois de septembre, et +1,2% pour 2024 soit +0,2 point) – en lien notamment avec l'atténuation de la

fréquence des délestages électriques. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 25 janvier 2024.

## L'agence de notation S&P Global maintient sa notation souveraine à BB- (S&P Credit Rating)

Le 17 novembre, l'agence de notation *S&P Global Rating* a maintenu la notation souveraine de l'Afrique du Sud à «BB-», avec une perspective stable, soit trois rangs en deçà de la catégorie «investissement». L'agence financière alerte sur la nette dégradation des finances publiques – recettes fiscales inférieures aux anticipations et hausse des dépenses portée par la masse salariale de la fonction publique. Ainsi, la dette publique devrait continuer de progresser pour atteindre le niveau préoccupant de 83% du PIB à l'horizon 2026, soit 4 points de plus que ce qui était préalablement projeté par *S&P Global*. La croissance reste fortement affectée par les crises logistique et énergétique – bien que l'agence financière anticipe une atténuation des délestages électriques dès 2025, sous l'effet notamment d'un développement rapide des capacités d'auto-génération par le secteur privé. Dans ce contexte, la progression du PIB par habitant devrait rester atone, inférieure à 0,5% d'ici 2027. L'agence financière rappelle toutefois que l'économie possède un système financier robuste, et des institutions stables. Elle pourrait enfin rehausser la notation du pays, si la mise en place des réformes structurelles et de gouvernance était amenée à s'accélérer. Dans un communiqué, le Trésor sud-africain a rappelé l'engagement du gouvernement pour relancer les projets d'infrastructures stratégiques, tout en poursuivant sa stratégie de consolidation budgétaire.

## L'indice de confiance des entreprises recule au troisième trimestre (RMB)

Au troisième trimestre 2023, l'indice de confiance des entreprises de la Banque RMB et du *Bureau of Economic Research (BER)* a atteint 31 points, soit une baisse de 2 points par rapport au trimestre précédent. L'indicateur repart à la baisse, mais il reste supérieur au point bas enregistré au second trimestre 2023 (27 points). Cette évolution s'explique par la nette dégradation de la confiance des

vendeurs automobiles - qui atteint un point bas depuis le début de la pandémie de covid, et celle des revendeurs généraux. Ce pessimisme traduit notamment le ralentissement de la demande domestique, dans un contexte de dégradation du pouvoir d'achat des ménages, érodé par les niveaux élevés de l'inflation. A l'inverse, la baisse des délestages électriques au cours du mois d'octobre et novembre ont amené un regain d'optimisme du secteur manufacturier (+3 points pour atteindre 26 points). En parallèle, les vendeurs au détail enregistrent eux aussi un sursaut de confiance (+15 points pour atteindre 47 points), porté par la perspective du Black Friday et de la période des fêtes. Globalement, l'indice général se maintient nettement et durablement sous la barre des 50 points (depuis 2008), signe de la perception d'une dégradation du climat des affaires par les chefs d'entreprise. Ainsi, plus des deux tiers des entreprises sondées sont insatisfaites de l'environnement commercial actuel, caractérisé par des taux d'intérêt élevés, et des difficultés d'approvisionnement en électricité et logistiques majeures.

### **La KfW octroie un prêt de 500 MEUR au gouvernement sud-africain (KfW)**

Le 17 novembre, la Banque de développement allemande (KfW) a accordé un prêt de politique budgétaire de 500 MEUR au gouvernement sud-africain. Ce financement concessionnel, sur une période de douze ans, s'inscrit dans le cadre d'une opération conjointe avec la Banque Mondiale (prêt de 1 Md USD) et la Banque Africaine de Développement (BAfD – 300 MUSD), octroyée en octobre 2023 (cf: [Brèves économiques d'Afrique Australe - semaine 43](#)). Il ambitionne de soutenir la transition énergétique du pays, sans que les détails de l'opération et le contenu des indicateurs de suivi n'aient été publiés. D'après un communiqué du Trésor sud-africain, publié le 21 novembre, ces prêts témoignent de la stratégie de diversification des sources de financement de l'Etat (recours accrus aux bailleurs internationaux), mais ils ne seront pas intégrés aux contributions du partenariat de la *Just Energy Transition* (JET) – pour rappel engagement d'un groupe de bailleurs (France, Allemagne, Union Européenne, Royaume-Uni, Etats-Unis ;

rejoint en 2023 par le Danemark, et les Pays-Bas), à hauteur de 9,3 Mds USD, pour soutenir la sortie du charbon et la décarbonation du mix énergétique sud-africain avec le développement des ENR, tout en limitant son impact social. Ce communiqué précise néanmoins que ces prêts suivront les grandes lignes du plan d'investissement de la JET - document identifiant notamment trois volets stratégiques pour catalyser les financements : le développement des énergies renouvelables, la production d'hydrogène décarboné et le soutien à la filière des véhicules électriques.

## **Angola**

### **Lancement de l'appel d'offres pour l'exploitation du nouvel aéroport international de Luanda (Agence Ecofin)**

Le gouvernement angolais a lancé, ce vendredi 17 novembre, un appel d'offres pour l'exploitation de l'aéroport international Dr Antonio Agostinho Neto, nouvellement construit à Luanda. La concession de l'aéroport aurait une durée de 25 ans avec une possibilité de prolongation de 15 ans supplémentaires. Construit par l'entreprise chinoise China National Aero-technology International Engineering Corporation (AVIC-ENG), pour un investissement global estimé à plus de 3 milliards de dollars, il s'étale sur une superficie totale de 1 324 hectares, et dispose d'une capacité de 15 millions de passagers, soit environ 100 000 vols chaque année ainsi que 130 000 tonnes de fret par an. Cela est bien au-dessus de la fréquentation de l'actuel aéroport de Luanda et l'objectif des 15 millions de passagers par an semble donc très ambitieux. La date limite de candidature à l'appel d'offres est le 16 février 2024. Les critères d'éligibilité des entreprises intéressées, individuellement ou en consortium, incluent la capacité financière (qui doit dépasser 150 millions de dollars) et la gestion pour une durée minimale de trois ans, entre 2018 et 2022, d'au moins un aéroport d'une capacité d'au moins 10 millions de passagers par an. Cela implique un acteur d'envergure internationale. Le gouvernement table sur un accord qui

devrait rapporter environ 700 millions de dollars aux caisses de l'État. Enfin, le ministre des Transports Ricardo Viegas d'Abreu a déclaré avoir déjà reçu plusieurs lettres d'intérêt de sociétés de gestion d'aéroports d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie.

### **La Banque centrale augmente son taux directeur à 18,5% (Banco Nacional de Angola)**

Le 21 novembre, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Banco Nacional de Angola*) a augmenté son taux directeur de 1 point, le portant à 18%. A noter que le taux était resté inchangé depuis mars 2023, et qu'il s'agit de sa première hausse depuis fin 2021. La *Banco Nacional de Angola* resserre donc sa politique monétaire pour faire face à l'accélération des pressions inflationnistes : l'inflation sur un an a en effet atteint 16,6% au mois d'octobre, en hausse pour le sixième mois consécutif. Pour rappel, la Banque centrale a pour objectif, à moyen terme, d'atteindre un taux d'inflation à un chiffre. Cette évolution s'explique notamment par une progression de la base monétaire (+22,5% - M0) alimentée par les dépenses du gouvernement. L'institution s'inquiète par ailleurs de la contraction de l'excédent de la balance commerciale des biens, dont le niveau (16,8 Mds USD sur les dix premiers mois de 2023) s'est réduit de 42% par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de la modération des cours du pétrole, qui pèsent sur les recettes d'exportation (-32%). Cette contraction a réduit l'offre de devises sur le marché des changes à 8,4 Mds USD (-29%) conduisant à la dépréciation de la devise locale (-39% entre le 10 mai et le 23 novembre pour atteindre la parité de 835,8 AOA pour 1 USD). A noter que les réserves progressent et demeurent à un niveau satisfaisant (14,2 Mds USD, soit l'équivalent de 7,6 mois d'importations, contre 14 Mds USD et 7,5 mois d'importations en septembre). Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 19 janvier.

## **Botswana**

### **La société minière chinoise MMG acquiert la mine de cuivre de Khoemacau au Botswana pour 1,9 Md USD (Agence Ecofin)**

Dans son dernier rapport sur les tendances du marché publié le 21 novembre, le World Platinum Investment Council (WPIC) a confirmé que le platine a bénéficié d'une demande industrielle exceptionnelle, avec une hausse de 14% en 2023. En conséquence, la demande industrielle atteint un niveau record à 2,65 millions d'onces, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré. Cette dynamique exceptionnelle ne semble pas devoir s'arrêter, bien au contraire, puisqu'il est anticipé que le platine soit le 3<sup>ème</sup> métal le plus demandé par les industriels en 2024. C'est un signal très positif pour le secteur minier sud-africain, qui concentre environ 75% de la production mondiale. Le Zimbabwe est de son côté le troisième producteur mondial. Cette croissance est alimentée par d'importantes extensions de capacité dans le secteur du verre (+50 %, soit +251 milliers d'onces) et dans le secteur chimique (+10 %, soit +68 milliers d'onces), qui ont compensé la baisse de la demande sur les marchés de l'électricité (-13 %, soit -14 milliers d'onces) et du pétrole (-12 %, soit -23 milliers d'onces). Enfin, la forte reprise de la demande de platine pour l'industrie automobile qui devrait augmenter de 14 % en 2023 pour atteindre son niveau le plus élevé en six ans, soit 3,26 millions d'onces, grâce à une augmentation de 8 % de la production mondiale de véhicules légers et de 10 % de la production de véhicules lourds est un autre facteur explicatif de cette tendance. Des réglementations plus strictes en matière d'émissions, en particulier en Chine, ont également stimulé la demande car le palladium est notamment utilisé pour la production de pots catalytiques. Un autre phénomène noté par le WPIC est la croissance continue de la substitution du platine par le palladium. On estime que le remplacement du platine par le palladium atteindra environ 620 milliers d'onces cette année, contre 385 milliers d'onces en 2022.

## Malawi

### **La Banque mondiale accorde une garantie de financement de 60 MUSD pour des importations critiques (Banque mondiale)**

Le 20 novembre, l'Association pour le Développement International (IDA – groupe Banque mondiale), a octroyé une garantie de financement de 60 MUSD aux banques malawites pour soutenir les importations de matières premières stratégiques (engrais et produits pharmaceutiques), alors que le pays fait face à une pénurie de devises. La facilité d'échange de devise permettra donc de fournir une assurance contre le risque de défaut de règlement des banques locales, sur leurs engagements en USD envers leurs banques correspondantes. Cette assurance, gérée par l'intermédiaire de la Banque centrale (*Reserve Bank of Malawi*), devrait permettre d'augmenter les lignes de crédit des banques des importateurs et donc de faciliter le financement des importations. Ce programme de soutien intervient cinq jours après l'approbation d'une Facilité élargie de crédit de la part du FMI d'un montant de 178 MUSD sur une période de 48 mois, avec un décaissement immédiat d'une première tranche de 36 MUSD.

## Mozambique

### **La croissance accélère à 5,9% au troisième trimestre (INE)**

Selon l'agence nationale de statistiques (INE), le PIB a progressé de 5,9% sur un an au troisième trimestre 2023, après 4,7% au trimestre précédent. Quatorze des quinze secteurs de l'économie ont enregistré une progression de leur activité sur la période, en particulier les industries extractives (+43,2%, soit une contribution positive de 3,1 points), portées par les exportations de Gaz Naturel Liquéfié de la major ENI qui ont débuté en novembre 2022), l'agriculture (+3,5%, soit +0,8 point, et ce en dépit de conditions climatiques défavorables), et les transports et communications (+2,6%, soit +0,3 point). Pour rappel, selon le FMI, la croissance mozambicaine devrait accélérer

en 2023 pour atteindre 7% (après 4,2% en 2022) et 5% selon la Banque mondiale (après 4,1% en 2022).

## Namibie

### **Le gouvernement présente son budget intermédiaire pour l'exercice 2023/24 (Parlement)**

Le 31 octobre, le Ministre des Finances et des Entreprises Publiques M. I Shiimi a présenté au parlement, le budget intermédiaire de l'exercice 2023/24. Les équilibres annoncés dans le budget initial présenté en février sont globalement maintenus, avec un niveau de déficit qui devrait atteindre 4,2% du PIB sur l'exercice en cours. On observe en effet d'une part une hausse des recettes (+5,2% pour atteindre, 78,6 Mds NAD), qui bénéficient d'une efficacité renforcée de l'administration fiscale et d'une progression des redevances minières et revenus issus de la TVA. D'autre part, les dépenses publiques progressent d'un montant quasi-équivalent, à 88,9 Mds NAD (+5,2% également, soit 38,2% du PIB), portées par l'augmentation du service de la dette publique (+16,8% pour atteindre 11,8 Mds NAD, soit 15% des revenus de l'exercice – hausse des taux d'intérêt). Les projections ont été établies sur des prévisions de croissance révisées à la hausse (+3,5% et +2,9% pour 2023 et 2024, soit +0,3 et +0,7 point comparativement au budget initial), relativement optimistes et supérieures à celles du FMI (+2,8% et +2,7% en 2023 et 2024).

## Zambie

### **La Zambie et le FMI trouvent un accord sur la seconde revue de la facilité élargie de crédit FMI (FMI)**

Le 20 novembre, les équipes du FMI ont annoncé avoir trouvé un accord de principes avec les autorités zambiennes dans le cadre de la seconde revue de la Facilité élargie de crédit, à l'issue d'une mission qui s'est déroulé du 25 octobre au 8 novembre. La validation de l'accord par le conseil d'administration déclenchera le

décaissement de la troisième tranche du programme de financement (approuvé en août 2022– 1,3 Md USD sur 3 ans), d'un montant de 184 MUSD. Dans son communiqué, l'institution financière internationale souligne par ailleurs que le gouvernement zambien a mis en place des réformes structurelles importantes, et que l'économie s'est montrée plus résiliente qu'escomptée, avec une croissance de 4,3% pour 2023 et 4,7% pour 2024, portée par les secteurs non-miniers et non-agricoles. Les autorités zambiennes ont également fourni des efforts fiscaux significatifs permettant d'atteindre un excédent primaire de 0,2% du PIB sur l'exercice en cours, en accord avec les objectifs du programme. Le FMI a par ailleurs jugé que l'accord du gouvernement avec les créanciers bilatéraux sur un *Memorandum of Understanding* pour restructurer sa dette externe (6,3 Mds USD) apportait les garanties suffisantes pour poursuivre le programme. A noter toutefois que le processus de restructuration se poursuit et reste incertain : alors que le gouvernement avait annoncé avoir trouvé un accord avec ses créanciers commerciaux (détenteurs d'Eurobonds – plus de 3 Mds USD) le 26 octobre, ce dernier a été rejeté par le comité des créanciers officiels cette semaine, car il ne respectait notamment par les clauses de comparabilité de traitement – offrant des conditions davantage favorables à la restructuration de la dette des créanciers commerciaux.

## La Banque centrale remonte ses taux directeur (*Bank of Zambia*)

Le Comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Zambia*), qui s'est réuni les 20 et 21 novembre, a réhaussé son taux directeur de 1 point, à 11%. Cette décision se double de l'annonce d'une nouvelle hausse de 2,5 points du ratio de réserves légales des banques commerciales à partir du 27 novembre, à 17%, après une précédente hausse de 3 points, effective le 13 novembre. L'institution monétaire justifie ses décisions par la hausse des pressions inflationnistes à 12,6% au mois d'octobre, contre 12% au mois précédent, à un niveau bien supérieur à la cible de la *Bank of Zambia* (6 à 8%). Cette évolution traduit notamment une importante inflation importée, alors qu'au cours du troisième trimestre, la devise locale (Kwacha) s'est dépréciée de 5,8% par rapport au dollar (-24% depuis le début de l'année). La Zambie qui connaît une pénurie de devise étrangère et à ainsi dû procéder à la vente de 173 MUSD de réserves de devise étrangère pour soutenir la devise locale. Toutefois, le stock de réserves a progressé sur la période (+200 MUSD) pour atteindre 2,9 Mds, soit un niveau jugé suffisant de 3,2 mois de couvertures d'importations (+0,3 mois), en lien avec le décaissement de la seconde tranche du programme de financement du FMI (188 MUSD) et la bonne tenue des redevances minières (256 MUSD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

[leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr)